

LA MESURE PRENDRA EFFET LE 1^{er} JANVIER 2010

Le taux d'intérêt pour l'acquisition d'un logement ramené à 1 %

Les mesures incitatives d'accès à la construction et à la promotion immobilière par les citoyens ont été à l'ordre du jour du Conseil des ministres tenu lundi dernier. En effet, pour les personnes désirant acquérir un logement, le taux d'intérêt du crédit bancaire est désormais fixé à 1 %, la différence étant supportée par le Trésor public.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les mesures d'incitation à l'accès, à la construction et à la promotion immobilière par les citoyens ainsi que l'encouragement des promoteurs intervenant sur des programmes immobiliers appuyés par l'Etat ont été présentées hier, lors du Conseil des ministres par Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme.

Une grande partie de ces mesures a déjà été exposée au cours des derniers mois dans le cadre des dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009. S'agissant des citoyens désireux d'acquérir un loge-

ment promotionnel dans le cadre des programmes réalisés par la CNEP, l'AADL ou le LSP, les aides en vigueur ont été rappelées encore une fois en plus du taux d'intérêt arrêté à 1 %.

Par ailleurs, ce taux atteint 3 % pour les personnes dont les revenus se situent entre 7 à 12 fois le SMNG. Concernant les promoteurs immobiliers intervenant dans le cadre de programmes immobiliers appuyés par l'Etat, ils bénéficieront d'abattements sur les prix des assiettes foncières fixés à 80 % dans les wilayas d'Alger, Annaba, Constantine et Oran, 95 % au niveau des wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud et

90 % dans toutes les autres wilayas du pays. Par ailleurs, les programmes AADL de promotion immobilière conservent la gratuité de l'accès aux assiettes foncières.

En matière de crédits de financement de la promotion immobilière, l'ensemble des promoteurs locaux réalisant des programmes publics de promotions immobilières obtiennent une bonification sur le coût du crédit, 4 % du taux d'intérêt demeurant à leur charge.

Ceci alors que toutes les bonifications des taux d'intérêt prévues dans le cadre de ce dispositif, seront à la charge du Trésor public, selon les nouvelles dispositions.

La mise en œuvre de ce nouveau programme devrait être effective dès l'adoption de la prochaine loi de finances. Sur 3 332 milliards de DA d'autorisation de programme, le secteur de l'habitat et l'urbanisme dispose-



Toutes les bonifications des taux d'intérêt seront à la charge du Trésor public.

ra de 496 milliards de dinars. L'intervention du ministre de l'Habitat a aussi concerné la création d'une Agence nationale de l'urbanisme. Elle sera destinée à booster la politique d'urbanisme, notamment la mise à niveau des tissus urbains et la sauvegarde du patrimoine architectural. Il sera aussi

question de la formation des cadres et techniciens de l'architecture, de l'urbanisme et de la construction, et de doter les collectivités locales de ces compétences.

Concernant le respect des normes d'urbanisme, le président de la République a instruit le gouvernement

sur le respect de la législation relative à l'urbanisme. Il s'agit de saisir les juridictions de toute infraction, et, le cas échéant, en complétant l'arsenal juridique et réglementaire nécessaire à la réhabilitation du cachet urbain des villes et agglomérations.

F.-Z. B.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2010

Le déficit budgétaire est toujours là

En dépit de la baisse des recettes, générée par la dégringolade du prix du baril de pétrole, l'Etat entend demeurer généreuse en matière de dépenses. C'est ce que consigne le projet de loi de finances 2010, examiné et endossé, lundi, par le Conseil des ministres. Il y est prévu des dépenses de l'ordre de 5 860 milliards de dinars contre un panier de recettes de tout juste 3 081 milliards de dinars.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Ce déficit budgétaire, conséquent tout de même, sera, comme par le passé, comblé par le fonds de régulation des recettes dont les avoirs dépassent les 4 000 milliards de dinars.

Elaboré sur la base de 37 dollars, comme prix de référence du baril de pétrole, le projet de loi de finances 2010 retient 2 838 milliards de dinars comme budget de fonctionnement et 3 332 milliards de dinars comme budget d'équipement et d'investissement. Le budget de fonctionnement, qui connaît

une hausse de 6,6 % par rapport à l'exercice en cours, se fractionne en 1 600 milliards de dinars pour le fonctionnement des services de l'Etat, près de 1 000 milliards de dinars pour la politique sociale de l'Etat et plus de 100 milliards de dinars pour la lutte contre le chômage.

Les incidences de la révision du SNMG, attendues après la tenue de la tripartie, ont été prises en compte par le projet de loi de finances 2010 qui prévoit, pour ce faire, 230 milliards de dinars. Les dépenses salariales prévues sont

de l'ordre de 925 milliards de dinars. Ceci englobe les dus pour les 60 000 nouveaux agents à recruter. Le fonctionnement de l'Etat bénéficie, lui, d'une provision groupée qui s'évalue à 92 milliards de dinars.

La générosité de l'Etat sur le plan social se matérialise par la subvention aux établissements hospitaliers. Pas moins de 453 milliards de dinars y sont consacrés.

La contribution de l'Etat au fonds de réserves des retraites s'évalue à 190 milliards de dinars. Le projet de loi de finances 2010 prévoit le maintien de l'effort de l'Etat en matière de subvention et de soutien des prix des produits de première nécessité (céréales, lait, eau, etc.) 260 milliards de dinars y sont consacrés.

Au plan de l'investissement, la copie de Karim Djoudi prévoit

1 150 milliards de dinars pour le développement des infrastructures, dont 501 milliards de dinars pour les routes, 502 milliards de dinars pour les chemins de fer, 21 milliards de dinars pour les ports et 130 milliards de dinars pour les infrastructures administratives.

Le projet prévoit aussi 1 000 milliards de dinars pour l'amélioration des conditions de vie de la population, qui se répartissent en 55 milliards de dinars pour les infrastructures de santé, 496 autres milliards pour l'eau potable et l'assainissement, 64 milliards pour le gaz et l'électricité, 51 milliards pour l'amélioration des transports urbains et, enfin, 60 et 71 milliards pour respectivement la jeunesse et des sports et la culture.

L'investissement économique et l'emploi de jeunes bénéficient

de 250 milliards de dinars, dont 106 milliards d'aide à l'investissement agricole.

L'investissement industriel est appuyé par une enveloppe de 100 milliards de dinars, dont 75 milliards comme dotation au capital du Fonds national d'investissement.

Le projet de loi de finances 2010 établit un taux de croissance prévisionnel de 4 % (5,5 % hors hydrocarbures), un taux d'inflation de 3,5 %. La facture de l'importation pour 2010 est évaluée à 37 milliards de dollars. Ceci étant, le projet de loi de finances 2010 n'entend pas corriger la LFC 2009 en ce qu'elle a disposé de la suppression du crédit à la consommation.

Passera-t-il sans réaménagements l'examen parlementaire ?

S. A. I.

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Le «tout va bien» de Belaïz...

Pour le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, le seul reproche que l'on puisse encore faire aux prisons algériennes reste la surcharge des cellules.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Intervenant hier, en marge de l'ouverture du 5^e Salon de la main-d'œuvre pénitentiaire, qui se tient jusqu'au 22 octobre à Riad El Fath, Tayeb Belaïz a encore une fois affirmé que les conditions de vie dans les prisons algériennes se sont largement améliorées.

Mieux encore, le ministre insiste sur le fait qu'aujourd'hui, les centres pénitentiaires sont devenus des écoles, des centres de formation et des ateliers où les détenus bénéficient d'un suivi qui leur permet de se réintégrer dans la société avec un niveau intellectuel et moral appréciable.

«Nous sommes parvenus à effacer la mauvaise image qu'avaient les prisons algériennes dans le passé. Aujourd'hui, on peut

dire que la dignité des détenus est respectée à 100%», a-t-il soutenu.

Selon le ministre, le seul reproche qu'on puisse faire pour l'instant aux centres de détention algériens reste la surcharge au niveau des prisons. Mais ce problème, affirme-t-il, sera bientôt réglé, avec la réception de 13 centres pénitentiaires avec une capacité de détention de 19 000 prisonniers, au cours de l'année 2010.

Ce projet, qui fait partie du programme présidentiel, est actuellement achevé à 80 %, selon les précisions du ministre. S'agissant de la réinsertion sociale des détenus, Belaïz a souligné que l'Etat assure entièrement cette opération à travers la justice, tout en rappelant le grand rôle qu'a à

jouer la société. «Il faudra travailler dans ce sens, pour faire changer les mentalités. Les gens doivent savoir qu'un détenu n'est pas un criminel que l'on doit condamner à vie. La justice fait ce qu'elle peut pour réinsérer les prisonniers dans la vie sociale, mais la société doit nous aider dans l'accomplissement de cette mission», a-t-il enfin rappelé.

Par ailleurs et selon les chiffres avancés par le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Mokhtar Felioune, la formation professionnelle dans les centres de détention pour l'année pédagogique 2008-2009 a concerné 20 852 détenus, 20 694 ont été inscrits afin de suivre des cours d'alphabétisation pour la même année et 1 230 produisent déjà dans différents métiers.

Il existe 84 spécialités, dont on peut citer, entre autres, la maçonnerie, la plomberie, la

soudure, l'agriculture, la pâtisserie, la boulangerie, la couture, la peinture, la menuiserie, la comptabilité, la mécanique, l'informatique...

Enfin, le 5^e Salon de la main-d'œuvre pénitentiaire, se tient du 20 au 22 octobre à Riad El Fath, avec la présence de 17 institutions pénales et une exposition des différents produits réalisés par les détenus.

Les objectifs du salon, tel que avancés par Felioune, visent, entre autres, la vulgarisation des activités et des travaux effectués par des détenus en milieu ouvert ou fermé, ainsi que la sensibilisation des partenaires et des intervenants économiques à l'utilisation de la main-d'œuvre pénitentiaire aux fins de participer à la politique nationale de développement économique.

M. M.